Une Majorité pour le Président



BERNARD POIGNANT . PARTI SOCIALISTE

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Avec 41,6 % des suffrages, vous nous avez placés en tête de la Gauche qui rassemble 56,6 % des électrices et des électeurs dans la circonscription de Quimper, Pont-L'Abbé, Fouesnant.

Ce choix confirme la volonté exprimée le 10 mai dernier. Volonté d'alternance. Volonté de transformation. Volonté de mieux-être.

Ce choix traduit aussi la confiance accordée par les Français aux mesures prises par le gouvernement de Pierre MAUROY. Celles-ci répondent aux aspirations de notre peuple qui renoue aujourd'hui avec sa grande tradition de liberté et de solidarité.

Ce choix rejette enfin l'appel à la peur utilisé par nos adversaires : cette méthode méprise les électeurs, méprise la démocratie.

Il nous revient maintenant de conduire les espoirs dont la Gauche toute entière est porteuse.

Le 21 juin elle doit avoir la majorité pour gouverner autour de François MITTERRAND, Président de la République.

Elle aura alors les moyens de mettre en œuvre ses propositions, et le temps pour le faire.

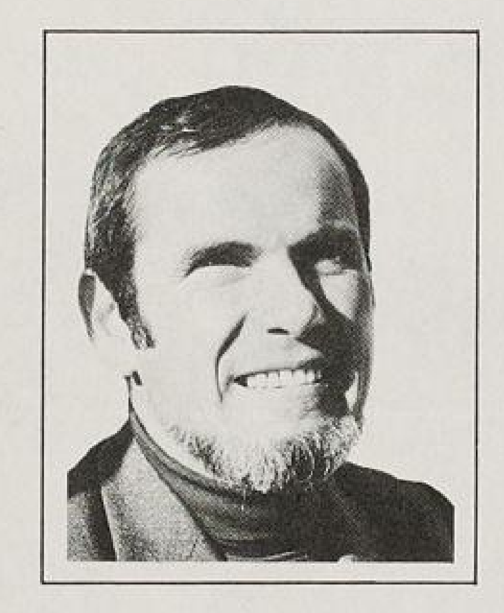
Ensemble nous gagnerons. Ensemble nous réussirons.

vu, les candidats :



Bernard POIGNANT

35 ans, marié, 1 enfant
Agrégé de l'Université
Professeur à l'É.N. du Finistère
Premier Secrétaire de la Fédération du Finistère du Parti Socialiste.



Jean FOLGOAS
Suppléant

42 ans, marié, 2 enfants
Marin-pêcheur, responsable du Groupement des pêcheurs artisans de Lesconil
Maire de Plobannalec-Lesconil
Conseiller Général du canton de Pont-l'Abbé.

« Après la mise en place du nouveau gouvernement de la France, chacun peut constater que la politique de notre pays a pris un autre cours. **Nous avons tenu les promesses de la solidarité nationale** en répondant en priorité en métropole et outre-mer, aux besoins des salariés les moins favorisés, des personnes âgées et des handicapés, des familles, des bénéficiaires de l'allocation logement. Nous avons apporté dans la mesure compatible avec le maintien des équilibres fondamentaux, une première contribution à la réduction des graves inégalités dont souffre notre société...

Nous avons engagé la bataille de l'emploi. Il n'est aucune des mesures arrêtées jusqu'à présent qui ne soit inspirée par l'engagement majeur que j'ai pris devant les Français : d'abord l'emploi. L'emploi par la relance de la consommation des ménages, le déblocage des commandes publiques ; l'emploi par les mesures particulières dont le conseil des ministres sera saisi en direction des jeunes et des femmes, par les créations d'emplois d'utilité sociale, par la réduction du temps de travail ; l'emploi enfin par le concours que nous entendons apporter à la sauvegarde et au développement de nos entreprises.

Je pense ici à la masse de ces petites et moyennes entreprises auxquelles des modalités appropriées de crédit, des bonifications d'intérêts et un allègement des charges liées à l'utilisation de la main d'œuvre permettront d'ici peu de contribuer pleinement à la relance économique et à la reconquête de notre marché intérieur.

Nous avons ouvert le champ des libertés. C'est un champ que la France n'aurait jamais dû cesser de cultiver. Terre de droit et de justice, elle refuse désormais les juridictions d'exception et les lettres de cachet. Terre d'accueil, elle respecte ceux qui ont vécu chez elle ou travaillé pour elle et s'ouvre à ceux qui lui demandent asile. Terre de clémence, elle sait que l'ordre public peut être maintenu sans qu'il soit recouru à des châtiments inutiles ou des traitements déshonorants. Et cependant nous avons et nous maintiendrons le respect de la loi. Toute une série de mesures seront prises en faveur de la décentralisation. Elles engageront la structure administrative de notre pays vers une étape démocratique.

On le sait maintenant, il n'y a aujourd'hui que deux politiques pour la France. L'une est celle dont les Français viennent de sanctionner l'échec. Ils la jugeront, je le pense, le 21 juin, comme ils l'ont fait le 10 mai ; l'autre est celle que je lui ai proposée et dont j'ai commencé la mise en œuvre...

Certes, rien n'est facile, vous le savez, dans le monde où nous sommes et rien n'est possible sans efforts. Mais rien n'est possible non plus sans que chacun prenne sa part du redressement national ; bref rien n'est possible sans justice.

C'est ensemble ou jamais que nous lèverons les obstacles d'ordre interne et externe qui s'opposent à nous. Notre choix est celui de l'initiative, du mouvement, de l'action, de la vie. Notre choix est celui de la confiance dans notre peuple, notre choix est celui du rassemblement des Français ».

François MITTERRAND.
9 juin 1981.

BARGAIN, IMPRIMEUR - QUIMPER